

Lettre ouverte
du Comité Exécutif International de *Religions for Peace* (*Religions pour la Paix*)
adressée au Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur António Guterres

Appel multireligieux international:
L'ONU et les communautés religieuses mondiales
doivent répondre aux graves violations de la liberté de pensée, de conscience et de religion

21 septembre 2020

En notre qualité de membres du comité exécutif international de *Religions for Peace* (Religions pour la Paix), représentant les institutions et traditions religieuses et spirituelles du monde, nous sommes dans l'obligation de partager avec vous notre profonde préoccupation face aux violations graves, multiples et répétées de l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - *Liberté de pensée, de conscience et de religion* - commises par plusieurs États membres des Nations Unies, à l'encontre de nombreuses communautés religieuses.

Ces violations concernent des communautés religieuses qui sont majoritaires dans certains pays mais minoritaires dans d'autres. La plupart des communautés religieuses connaissent une certaine forme d'oppression en raison de leur croyance, avec des variations en nombre et en intensité. Des camps de masse aux conflits sur les lieux saints, aux incongruités judiciaires les plus flagrantes.

Accorder la pleine citoyenneté à toutes les communautés et garantir la liberté de pensée, de conscience et de religion sont des obligations à la fois morales et juridiques qui incombent à chaque État membre. Nous considérons que ces protections sont nécessaires pour prévenir - et combattre - toutes les formes de discrimination, xénophobie, extrémisme violent et atrocités. Malheureusement, Votre Excellence, comme vous l'avez souligné à maintes reprises, ces atrocités sont beaucoup trop répandues à notre époque, y compris dans ce monde actuellement en proie à la pandémie.

La prévention est l'un de vos engagements phares depuis le tout début de votre mandat. Nous saluons, avec respect et admiration, vos efforts pour diriger l'ensemble du système des Nations Unies, y compris plusieurs bureaux du Secrétariat et les rapporteurs spéciaux, en vue de garantir la diligence des enquêtes, de l'attention et du règlement des plaintes.

Toutes nos traditions religieuses nous invitent à respecter, accueillir et protéger les plus vulnérables d'entre nous. Au cours de ses 50 d'existence, Religions pour la paix s'est prononcée dans des situations où les communautés religieuses (majoritaires et/ou minoritaires) ont vécu et exprimé la douleur et la souffrance. Nous nous sommes efforcés d'identifier et de partager des enseignements religieux respectifs qui fournissent une base pour de solides notions de citoyenneté pour toutes les communautés. Nous nous sommes par ailleurs employés à renforcer l'éducation informelle et formelle sur les droits humains fondamentaux et les notions de citoyenneté inclusive au sein de nos

communautés religieuses. Nous avons travaillé avec les autorités étatiques compétentes pour aider à garantir que les codes juridiques nationaux relatifs à la citoyenneté et aux droits de l'homme pour toutes les communautés soient conformes aux normes internationales contemporaines; et nous avons entrepris une action de coopération concrète entre nos dirigeants, institutions et communautés pour se protéger mutuellement et exprimer notre solidarité les uns envers les autres.

Alors que nous nous engageons pleinement à consolider davantage nos efforts multireligieux, il est également de notre obligation solennelle d'exhorter les États membres des Nations Unies non seulement à respecter et à honorer toutes leurs minorités religieuses, mais aussi à prendre des précautions supplémentaires et des mesures claires pour soutenir, réaliser et défendre les droits de toutes les communautés confessionnelles.

Excellence, vous êtes un homme d'une foi profonde. Nous sollicitons respectueusement votre leadership aux fins de soutenir celui des communautés religieuses du monde, en s'attaquant clairement et systématiquement aux graves atteintes étatiques, actuelles et croissantes, portées à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Le respect des 193 États Membres des Nations Unies et de la prestigieuse institution que vous dirigez avec grâce et rigueur exige un appel fort contre toutes les formes d'abus de cet ensemble de droits les plus élémentaires.

Soyez assuré de tout notre respect et de notre profonde considération, ainsi que de nos prières conjointes pour vous et l'institution que vous servez et qui est au service du monde.

Signé par le comité exécutif